

# Ré-humaniser l'école

**Pierre FRACKOWIAK**

La politique éducative de 2007 à ce jour repose sur une imposture totale dont les citoyens, les enseignants, les parents d'élèves ne mesurent pas toujours la gravité. L'art consommé de la communication, l'effet des annonces cumulatives, l'exploitation systématique de la nostalgie et de la démagogie, la diffusion d'idées simplistes, l'arrogance fréquente réussissent à opacifier les problèmes fondamentaux qui se posent à l'école et à l'éducation en général, à obtenir la complicité des corps intermédiaires, à séduire les esprits les plus faibles, tout en provoquant la démobilisation, le repli sur soi, la désespérance, le sentiment de fatalité, la destruction du lien social. A entendre les discours officiels, sagement répétés à tous les échelons de la vieille pyramide, tout ce qui est fait l'est dans l'intérêt de l'élève : les programmes, l'évaluation, l'aide individualisée, l'individualisation, etc. On réussirait presque à faire croire que les suppressions massives de postes, la disparition des RASED, la mort de la formation initiale et continue des enseignants, le développement de l'autoritarisme sans précédent, la disparition de la liberté pédagogique et même le déni de la pédagogie vont dans le bon sens, celui de l'intérêt de l'élève, de la réussite scolaire, de la démocratisation de l'école, etc. Les bras nous en tombent souvent quand le ministre affirme ses vérités. On se demande parfois s'il y croit lui-même tant les ficelles sont grosses. D'autres semblent y croire pourtant. Preuve pourrait en être que récemment un plein amphithéâtre d'inspecteurs chargés de l'enseignement spécialisé (ASH) a applaudi à tout rompre le ministre qui déclarait que tout allait bien pour les enfants porteurs de handicap (accueil, place, pédagogie, intégration, accompagnement). Toute la hiérarchie applaudit toujours : les enseignants seraient d'accord avec les nouveaux vieux programmes, avec l'aide individualisée, avec les évaluations, etc.

Cette relative réussite politicienne est pourtant une supercherie. Aucun de ses responsables, de ses acteurs, de leurs complices et de leurs valets n'ose dire clairement qu'elle s'inscrit dans la perspective de la construction d'une société ultra libérale autoritaire fondée sur l'individualisme exacerbé, sur la compétition entre les hommes, sur la promotion des gagnants et la stigmatisation des perdants, toujours les mêmes, sur la déclinaison de la fatalité de l'échec, sur la transformation des victimes en coupables, sur la destruction du service public.

Pourtant l'école et la société qu'elle contribue à faire vont à la catastrophe.

Le choix de société implicite n'a jamais fait l'objet d'un débat. Et même à droite, des voix s'élèvent – certes discrètement - pour protester contre le virage pris en France depuis 2007, abandonnant les valeurs du gaullisme et l'importance attachée à l'Etat et aux services publics. Nous allons, sans jamais avoir été consultés, sans que ce choix n'ait même été présenté lors de la campagne électorale des présidentielles, vers une société à l'américaine avec une marchandisation imposée, une compétition entre les établissements et les élèves, un développement des inégalités qui s'étaient déjà considérablement accrues, une violence

que la répression ne peut jamais résorber et un mal-être insupportable. Marchandisation, privatisation, évaluationnisme aigue, pilotage par les résultats, feuilles de route, les caractéristiques et le vocabulaire du monde économique et financier s'imposent avec leurs dérives et leurs excès portés par des corps intermédiaires condamnés à ces concours de zèle. La technicisation, l'administratisation, l'autoritarisme déshumanisent le système éducatif à très grande vitesse. L'ennui et l'incompréhension de l'école s'aggravent chez les élèves. La souffrance des enseignants s'aggrave. L'angoisse des parents s'aggrave. La destruction du système est bien en marche. On peut même s'interroger sur l'hypothèse d'une volonté de décourager, de démobiliser, d'assujettir qui faciliterait l'entreprise de démolition.

Le ridicule ne tue même plus. Prenons l'exemple de ce dangereux pilotage par les résultats, les pilotes n'ont pas de cap (le choix de société n'est pas affiché), pas de carburant (aucun moyen hors l'injonction et l'incantation), pas d'outils (incapacité de mettre les résultats en rapport avec les pratiques qui les produisent), pas de fondement scientifique (l'évaluation par exemple, n'est que du contrôle et pas de l'évaluation). On peut prendre toutes les mesures, elles sont parfaitement cohérentes avec le choix implicite de société. Les nouveaux vieux programmes de 2008, les instructions qui suivent et les progressions qui sont annoncées sont fondées sur le principe du simple au complexe, du retour aux bases des bases, qui privilégie la mécanique au détriment de l'intelligence, en sachant que la mécanique tue l'intelligence et méprise certains enfants qui auraient, selon le ministère, besoin de savoirs plus simples que les autres. Les autres ont la chance de faire des choses intelligentes et d'aborder le complexe chez eux dès leur petite enfance. L'aide individualisée est une supercherie. Comme les bonnes œuvres du patronat du 19<sup>ème</sup> siècle, du soutien gratuit est offert aux enfants en difficulté en les faisant travailler plus pour gagner moins. La mesure est appliquée à force de menaces et de sanctions contre les enseignants résistants ou simplement attachés à la liberté pédagogique inscrite dans la loi.

Toutes les mesures prises depuis 2007, sans exception, se situent dans la double perspective d'une réduction de la dépense publique et d'un choix de société contestable. Aucune ne peut prétendre à un label d'humanisme, de volonté démocratique, de pari de l'intelligence.

Il est urgent d'exiger une ré-humanisation de l'école en...

- redonnant toute leur importance aux valeurs et aux finalités qui devraient faire l'objet d'un débat national et d'un consensus
- repensant les programmes en cohérence avec ces finalités, en tenant compte de l'évolution des savoirs et de leur diffusion, avec la volonté de créer une école émancipatrice dans le cadre d'une éducation globale
- remettant à plat toutes les évaluations et les dépistages pour faire le pari de l'intelligence, de l'éducabilité de tous, de la réussite, pour positiver dans la perspective des apprentissages tout au long de la vie
- organisant une formation professionnelle des enseignants nouvelle intégrant psychologie, sociologie, ethnologie, histoire des savoirs et notamment histoire de l'école et histoire des disciplines
- repensant les structures pour surmonter enfin les ruptures comme celle entre l'école et le collège que les incantations réitérées ne permettront pas de supprimer
- repensant l'architecture des établissements pour en faire des lieux de vie, de partage des savoirs, de valorisation de la culture de la connaissance, pour relancer l'éducation populaire

- s'engageant à prévoir les budgets nécessaires en sachant qu'un grand projet éducatif démocratique et moderne coûtera cher à l'Etat et aux collectivités territoriales
- se fixant comme objectif fondamental le bonheur d'apprendre, d'enseigner, de partager, plutôt que l'angoisse et la dévalorisation de soi.

Au moment où certains enseignants découragés se résignent ou se livrent à la résistance passive, ou d'autres, inconscients des véritables enjeux, sans formation, appliquent, en fonctionnaires qui fonctionnent, toutes les mesures comme si elles étaient pertinentes et indiscutables, les parents d'élèves, notamment avec la FCPE, dénoncent les abus et les supercheries, la politique systématique de l'apparence, les atteintes aux intérêts de leurs enfants et envisagent d'agir de manière déterminée sur des problèmes qui illustrent le mieux la nocivité des politiques actuelles.

La reculade embarrassée du ministre sur le dépistage des enfants « à risques » à 5 ans ne pourra pas effacer la nocivité du système et le choix de société. S'opposer aux devoirs comme certains envisagent de le faire, s'opposer aux évaluations, s'opposer à la stigmatisation des élèves en difficulté ou en rejet de l'école, exiger un autre projet éducatif généreux, humain, est un devoir pour protéger les enfants aujourd'hui et pour garantir l'avenir des enfants de demain. Leur mouvement, leurs alertes, leurs protestations pourraient provoquer quelques prises de conscience. Associés à une montée inéluctable de la pression du territoire (des élus progressistes, des associations, des autres acteurs de l'éducation, de l'éducation non formelle), ils pourraient déclencher un sursaut dans les rangs des décideurs qui pensent trop souvent qu'il suffira de recréer des postes pour faire « de la même chose » et de restaurer la formation, « la même que celle qui a été détruite », pour construire l'école dont notre société a besoin.